

Blocs économiques

Autor(en): **Fehlinger, H.**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **32 (1940)**

Heft 4

PDF erstellt am: **08.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-384222>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

dernière sont occupés dans leur branche ou dans d'autres. De même, nous ignorons les effets de la mobilisation sur le degré d'occupation. Nous ne savons pas si le recul du chômage coïncide avec une amélioration effective du degré d'occupation ou si le nombre des mobilisés dépasse celui des chômeurs ayant retrouvé du travail. Quoi qu'il en soit, on a le sentiment que le rythme de progression des effectifs de l'armée britannique n'est pas des plus rapides.

En résumé, on ne peut se défendre de l'impression que le passage à l'économie de guerre ne s'effectue pas aussi rapidement qu'il serait souhaitable. Néanmoins, tandis que l'Allemagne souffre d'ores et déjà d'une pénurie de main-d'œuvre, la Grande-Bretagne a encore en réserve une armée d'un million d'individus. Dans ces conditions on comprend le besoin, souvent exprimé, d'un « dictateur économique » dont la tâche sera d'activer l'adaptation nécessaire de l'industrie.

Blocs économiques.

Par *H. Fehlinger*.

Nous ne distinguons pas encore comment s'établiront les relations économiques entre les Etats, en Europe et entre le continent et les pays d'outre-mer, tant au cours de la guerre qu'après la cessation des hostilités; de même, nous ne savons pas dans quelle mesure les principes économiques qui se sont imposés progressivement au cours des dix dernières années pourront être maintenus ou développés; nous ignorons aussi s'il sera possible d'assurer sans nouvelles restrictions l'activité économique, tant sur le plan national que sur le plan international.

La politique économique suivie depuis 1929 — et commandée, en ce qui concerne les grandes puissances, davantage par des mobiles politiques que par des nécessités d'ordre nettement économique — est assez bien exposée par le 8^e annuaire de la Société des Nations: « *World Economic Survey* » 1938/39.

Les chiffres publiés permettent de suivre la formation de puissants blocs économiques groupant des pays puissamment outillés, d'une part, et des pays producteurs de matières premières, d'autre part.

C'est ainsi que la Grande-Bretagne et ses Dominions, par l'accord d'Ottawa de 1932, ont mis sur pied un système assurant aux pays membres de substantielles facilités économiques. En revanche, cette réglementation a entraîné maints désavantages pour les autres pays. Parallèlement, le « bloc sterling », qui groupe la Grande-Bretagne, les pays scandinaves, l'Esthonie, le Portugal et d'autres pays d'outre-mer a permis de développer les échanges économiques

entre les Etats intéressés, tant il est vrai que la stabilité monétaire est un facteur essentiel des échanges internationaux. En outre, elle facilite les accords commerciaux entre les pays ayant adhéré au même bloc monétaire. De 1929 à 1938 les importations britanniques en provenance des Dominions et des colonies ont passé de 30 à 42 pour cent des importations totales; quant aux exportations de la Grande-Bretagne vers les Dominions et les colonies, elles ont progressé, pour la même période, de 44 à 50 pour cent. De 1929 à 1938 les importations britanniques en provenance des pays du bloc sterling passent de 12 à 13 pour cent et les exportations à destination de ces pays de 7 à 12 pour cent. En 1938, plus de la moitié des importations britanniques étaient en provenance des pays adhérant à ces deux blocs; par contre, ces pays absorbaient plus des deux tiers des exportations britanniques. Pour la même période, l'excédent des importations britanniques en provenance des pays autres que les Dominions et les colonies a reculé de 58 pour cent alors qu'il a augmenté de près de sept fois en ce qui concerne les produits originaires de l'Empire britannique.

Presque en même temps que la conclusion de l'accord d'Ottawa la France adopta le système des contingentements et des tarifs préférentiels dans le cadre de ses échanges économiques avec son empire colonial. De 1929 à 1938, la proportion des produits coloniaux français aux importations de la Métropole a passé de 12 à 27 pour cent; pendant la même période les exportations de la France vers les colonies ont augmenté de 19 à 28 pour cent. Depuis 1929 l'excédent des importations françaises en provenance des autres pays a diminué de plus de 50 pour cent.

L'Allemagne a fait les efforts les plus énergiques en vue de développer ses relations économiques avec les pays de l'Europe de l'Est et de l'Amérique du Sud, producteurs de matières premières. Grâce à l'application du système de clearing et à la surévaluation du mark ces efforts ont eu un certain succès dans l'Europe de l'Est. Les résultats ont été moins satisfaisants en Amérique du Sud. Les chiffres ci-dessous montrent l'évolution des échanges entre le Reich et ces divers pays de 1929 à 1938:

	Importations allemandes		Exportations allemandes	
	en pour-cent			
	1929	1938	1929	1938
Europe de l'Est	5	13	4,5	12
Amérique latine	8	11,5	12	16

Les Etats-Unis ont obtenu divers avantages économiques en Amérique du Sud. Il est probable que les difficultés auxquelles l'Europe est actuellement en proie faciliteront la formation d'un bloc économique pan-américain qui entraînera un recul des échanges économiques des Etats de l'Amérique du Sud non seulement avec le Reich mais encore avec les autres pays européens.

Les milieux financiers des Etats-Unis s'efforceront actuellement, par de nouveaux investissements en Amérique du Sud et en Amérique centrale d'augmenter la capacité d'absorption de leurs marchés.

Le Japon et les pays situés dans sa sphère d'influence constituent un bloc économique et monétaire. De 1929 à 1938 les importations du Japon en provenance de ces pays ont passé de 20 à 41 pour cent et les exportations japonaises à destination des mêmes pays ont augmenté de 24 à 55 pour cent. Parallèlement, la guerre favorise le développement des échanges économiques entre le Japon et les Indes britanniques.

Le mouvement commercial entre l'Italie et ses nouvelles colonies est encore faible parce qu'il s'agit de pays pauvres en matières premières et dont les voies de communication sont peu développées. Il sera difficile d'en faire des adjuvants efficaces de l'économie métropolitaine. Les importations italiennes en provenance de l'Impero sont minimales; quant aux exportations vers les colonies, elles ont passé de 2 à 23 pour cent de 1929 à 1938, période pendant la conquête de l'Abyssinie.

Si la formation de blocs économiques permettant aux Etats industriels et aux pays fournisseurs de matières premières de compléter mutuellement leurs besoins a pour effet d'alléger le chaos économique dans des secteurs limités, elle est impuissante, par contre, à le surmonter sur le plan mondial. Seule une réglementation à l'échelle mondiale de la collaboration et des échanges permettra de mettre fin au chaos. Nous doutons que les hommes aient suffisamment appris pour procéder, après la guerre, à une réorganisation mondiale des forces économiques.

De même, nous ignorons si l'après-guerre verra le renforcement de ces blocs économiques ou, au contraire, leur démantèlement; dans ce cas ils pourraient être avantageusement remplacés par une division internationale du travail. Nous constatons chaque jour que l'économie de guerre n'est pas favorable à une division rationnelle et internationale du travail conforme à la production naturelle des nations et aux capacités de leur population. (Réciproquement, en temps de guerre, la division internationale du travail, ensuite du blocus et de la guerre sous-marine, n'est pas favorable à l'économie de guerre. Réd.) Ajoutons que les entraves apportées au commerce international par une guerre de longue durée aggravent les tendances à l'autarcie qui se sont développées pendant les années de crise économique. Si la guerre ne détermine pas une transformation profonde de la structure économique et sociale des nations et des relations entre les peuples, si elle se poursuit encore longtemps avant qu'une décision intervienne, il se pourrait que les deux belligérants cristallisent autour d'eux les pays avec lesquels ils entretiennent des relations commerciales particulièrement intenses; cette évolution pourrait aboutir à la formation d'unités économiques plus ou moins autarciques et antagonistes couvrant une vaste étendue de territoire — et qui conti-

nueront, dans une certaine mesure, de subsister après la guerre. En France et en Grande-Bretagne, des milieux influents préconisent dès maintenant que la coordination politique et économique réalisée actuellement entre ces deux puissances et leurs colonies soit non seulement maintenue après la guerre, mais encore développée. Le Parti travailliste britannique a fait sienne cette revendication lors de la proclamation de ses buts de guerre. Cette déclaration dit, en outre, que l'alliance franco-britannique doit servir de centre de ralliement à une nouvelle société des nations à laquelle tous les peuples seraient libres d'adhérer. Comme on le sait, le Parti travailliste s'appuie surtout sur les syndicats. Les milieux libéraux britanniques envisagent une solution similaire.

Une organisation rationnelle des relations économiques entre les peuples et dépassant le cadre des blocs économiques, qui comportent toujours le danger d'autarcie, est aussi urgente et essentielle qu'une réorganisation des relations politiques internationales. Sans économie planifiée à l'échelle mondiale, la lutte pour la conquête des matières premières et des marchés se poursuivra et la paix de demain demeurera compromise. L'autarcie — même partielle — et même lorsqu'elle est appliquée non pas par des petits pays isolés mais par des grands empires mondiaux, est incapable de remplacer une organisation rationnelle, pacifique et universelle de l'économie.

Conjoncture.

La situation de l'industrie.

Les enquêtes trimestrielles de l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail — sur lesquelles on ne se penche malheureusement pas avec l'attention qu'elles méritent — prennent une importance accrue en temps de guerre. Ces enquêtes portent actuellement sur 2600 entreprises occupant approximativement 225,000 ouvriers, soit la moitié environ des ouvriers d'industrie ou le quart des salariés travaillant dans l'industrie et les arts et métiers.

Le dernier rapport, qui concerne le quatrième trimestre 1939, nous permet de juger comme suit la situation de l'industrie :

D'une manière générale, les employeurs estiment la marche des affaires comme beaucoup plus favorable que pendant la même période de l'année précédente, et même qu'à aucun moment au cours des dix dernières années. Nous pouvons en conclure que le chiffre d'affaires de la plupart des entreprises n'est pas insatisfaisant. Toutefois, la situation, si l'on considère le chiffre des ouvriers occupés, n'est pas aussi favorable. A la fin de l'année, il était un peu plus élevé qu'il y a un an et à peu près au même niveau qu'en juin 1939, au moment où la conjoncture consécutive aux armements a atteint son point le plus haut. Bien que le nombre des ouvriers occupés soit plus élevé qu'au cours des années de crise 1932/36, il est néanmoins de 20 pour cent inférieur à celui de l'année de prospérité 1929. Dans la plupart des branches, les perspectives d'activité, quant à l'avenir immédiat, sont estimées soit favorables, soit « incertaines ». Mais les pronostics pessimistes sont beaucoup moins nombreux qu'au cours des années précédentes. Pour la période qui s'ouvre nous